



Paris, le 6 décembre 2018

33 rue des Vignoles 75020 Paris / www.cnt-f.org/fte / fede-educ@cnt-f.org

Monsieur Blanquer ferait mieux d'adresser un message aux forces de l'ordre pour qu'elles cessent les violences contre les lycéennes et lycéens et devrait renoncer à ses réformes

La CNT-FTE s'insurge contre le communiqué envoyé ce jour par M Blanquer, ministre de l'éducation nationale. Celui-ci joue sur la peur pour tenter d'éteindre le mouvement légitime des lycéens depuis une semaine.

Ce mouvement n'est que la suite de celui initié au printemps dernier dans de nombreuses universités contre la loi ORE, et Parcoursup. Il a été sévèrement réprimé et diabolisé.

Il dénonce la casse programmée qui vise à créer un lycée à 2 vitesses (celui des centre-villes et les autres, au rabais) et la diminution drastique des horaires d'enseignements généraux dans les lycées professionnels ; baisses horaires allant jusqu'à moins 33 % pour des matières comme le français, l'histoire-géographie ou les mathématiques...

Les lycéennes et lycéens demandent également l'abandon du projet de Service National Universel qui ne vise qu'à l'enfermement de toute une classe d'âge dans l'objectif de bourrer les crânes avec une propagande militariste et nationaliste.

Face à ces revendications, le pouvoir use d'une répression féroce : jets de gaz lacrymogènes jusque dans les cours des lycées (en région lyonnaise), tirs de LBD provoquant des blessures graves (en région parisienne et à Orléans).

Le ministre en appelle à la responsabilité de tous et toutes : enseignants, parents, élèves ... Or, le seul responsable est le ministre lui-même, sourd aux différentes remarques, critiques, propositions de l'ensemble de la communauté éducative.

Il poursuit au pas de charge sa destruction du service public d'éducation.

La CNT-FTE en appelle aussi à la responsabilité du ministre... qu'il renonce à ses réformes.